

2 Politique

Les 100 jours du Premier ministre Julien Nkoghe Bekale

La détermination de réformer est là, reste à maîtriser la méthode



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, lors de sa déclaration de Politique générale devant l'Assemblée nationale, le 26 février dernier.



Photo de famille avec le bureau de l'Assemblée nationale, au terme du vote positif en faveur du gouvernement.

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Depuis son installation à l'immeuble du "2-Décembre", le nouveau chef du gouvernement semble ne pas se départir de la ligne qu'il s'est fixée, conformément aux instructions reçues du président de la République. Une ligne dont les grands axes avaient été déclinés devant l'Assemblée nationale dans le cadre de sa déclaration de politique générale. Depuis lors, plusieurs initiatives ont été prises. Certaines difficultés ont aussi été rencontrées. Maintenant, il faudra trouver comment continuer sans heurts. Le dialogue, autre champ de bataille de Julien Nkoghe Bekale, pourrait lui être d'une grande utilité.

IL est de coutume de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur du gouvernement cent jours après sa mise en

place. Même si, parfois les délais ne sont pas respectés. Le plus important est de regarder le chemin parcouru par le Premier ministre et son équipe, souvent sur la base des engagements pris dans le cadre de sa déclaration de Politique générale devant l'Assemblée nationale. Obligation constitutionnelle, cet exercice est sanctionné par un vote de confiance des députés, synonyme de quitus au gouvernement. Cette étape, Julien Nkoghe Bekale, l'a passée avec brio, le 26 février dernier, le vote des députés en sa faveur ayant été massif. Normal, puisque le Parti démocratique gabonais (PDG) dont il est également l'élu, dispose d'une large majorité dans cette Chambre du Parlement.

A partir de ce jour, le chef du gouvernement et ses ministres avaient donc carte blanche pour mettre en musique les grands axes de sa ligne politique décli-

nés devant la Représentation nationale qui se résumait, d'une manière générale, par : la poursuite des réformes, les actions réalisables, financées et qui impactent directement les populations, et le dialogue aussi bien politique que social.

Dès lors, il convient de reconnaître que depuis son passage devant les députés, Julien Nkoghe Bekale a entrepris plusieurs actions allant dans le sens annoncé dans sa Déclaration de politique générale. On notera que dans l'ensemble, le nouveau chef du gouvernement s'est attelé à poser les jalons de son action. C'est ainsi qu'il a défini une feuille de route aux membres de son gouvernement de manière à fixer le cap à chacun d'entre eux. Ce qui lui permettra de les évaluer le moment venu.

Dans le même ordre d'idées, il a multiplié des séances de travail sectorielles, aussi bien avec les

membres de son gouvernement que les acteurs économiques, pour ne citer que ceux là. Tout comme, plusieurs initiatives ont été prises dans les secteurs clés qui touchent à la vie des populations. Essentiellement, l'éducation, la route, l'habitat, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, etc. Dans ce cadre on notera, entre autres, le lancement de l'audit devant déterminer, dans l'optique de la régularisation des situations administratives, le nombre exact des enseignants exerçant avec des pré-salaires, ou sans poste budgétaire ; les travaux relatifs à la réhabilitation des voiries de Libreville et ses environs ; les initiatives visant à relancer les travaux de l'axe PK12-PK105 ; la tournée à l'intérieur du pays du ministre d'Etat à l'Habitat, et celle de sa collègue de la Formation professionnelle ; et bien d'autres...

DIALOGUE • Ce qu'il convient de relever par ailleurs, c'est que les 100 jours de Julien Nkoghe Bekale ont été également marqués par la poursuite des réformes prescrites par le Plan de relance économique (PRE) et la politique d'assainissement des Finances publiques, visant essentiellement la réduction des dépenses de l'Etat. Dans ce registre, il faudra noter la suppression de plusieurs établissements publics et autres agences, l'instauration d'une taxe touchant les gros salaires, la réduction de 50% de la main d'œuvre non permanente, la révision des critères d'attribution des bourses d'études, etc. Toutefois, le moins que l'on puisse relever c'est que les réformes annoncées ne sont pas toutes passées sans susciter des remous. La plus emblématique dans ce cadre aura été celle relative aux bourses d'études. Laquelle a vu les élèves de

tout le pays descendre dans la rue. Poussant ainsi le gouvernement à initier des négociations avec le monde éducatif dont l'issue aura été de surseoir à son application. Preuve que la détermination de réformer, plusieurs fois réaffirmée par Julien Nkoghe Bekale pendant les 100 jours, ne sera pas un long fleuve tranquille. Loin s'en faut. Dès lors, il lui faudra une méthode bien efficace pouvant l'aider à faire accepter ces réformes que lui, et bien d'autres, présentent comme étant "nécessaires" voire "indispensables". D'aucuns prônent le dialogue social, surtout pour la suite. Principe que le Premier ministre, lui-même, avait magnifié devant l'Assemblée nationale, et qu'il a d'ailleurs recommandé aux membres de son gouvernement. Et par rapport à cela, le premier vrai rendez-vous est fixé pour ce mardi à l'hôtel le Nomad (lire par ailleurs).

Une volonté de dialogue affichée avec les partenaires sociaux

J.KOMBILE.MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

L'ambition d'apaiser les tensions sur le front social semble être une des priorités de l'actuel locataire de l'Immeuble du 2-Décembre.

QU'EST-CE- QUI ressort des cent premiers jours de Julien Nkoghe Bekale à la Primature ? De l'avis de nombreux observateurs, incontestablement sa volonté d'instaurer un dialogue avec les partenaires sociaux. Et la rencontre qu'il préside, aujourd'hui, à la résidence hôtelière Le Nomad, avec les représentants des confédérations syndicales et centrales syndicales ainsi que ceux des syndicats des travailleurs du secteur privé et agents du secteur public, en est la parfaite illustration (Lire



Julien Nkoghe Bekale appelait récemment les membres de son équipe à entretenir des contacts réguliers et permanents avec les partenaires sociaux.

par ailleurs). En effet, dans la droite ligne de sa déclaration de Politique générale, le 26 février dernier, à l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement avait, quelque temps après, réuni plusieurs membres de son

équipe en les exhortant d'entretenir, de façon permanente et régulière, des contacts avec les partenaires sociaux au sein des départements ministériels dont ils ont la charge. Histoire de prévenir et de régler en amont d'éventuels

différends. Tant on éprouve souvent, à tort ou à raison, le sentiment que, chez nous, les autorités se retrouvent autour d'une table de négociations avec les représentants des travailleurs et autres agents pu-

blics, qu'une fois les conflits sociaux portés sur la place publique. Avec ceci que, les organisations syndicales sont taxées d'être à la solde de certaines mains noires tapies dans l'ombre. Et les gouvernants, d'être sourds et insensibles aux revendications de la masse laborieuse. Ce qui n'est pas fait pour favoriser l'instauration d'un environnement social serein. De fait, le locataire de l'Immeuble du 2-Décembre entend réellement parvenir à une trêve sur le front social, de manière à mener à bien, avec calme et sérénité, les réformes devant permettre à notre pays de sortir de la grave crise économique et financière qu'il traverse actuellement. Ce climat social apaisé est d'autant plus indispensable que, la sortie de crise nécessite l'implication de toutes les forces vives de la nation. Il devrait permettre, en outre, de ren-

dre plus lisibles les actions du gouvernement. Car, ces dernières années, celles-ci ont été fortement plombées et noyées par des revendications récurrentes des travailleurs et agents publics. Tant et si bien qu'on a l'impression que tous les secteurs d'activités sont en ébullition permanente, sur le front social. C'est dire que, tout doucement, Julien Nkoghe Bekale a imprimé sa marque en faisant du dialogue social une des priorités de son action, sous-tendue par la volonté de conclure un réel partenariat fiable et viable avec les confédérations syndicales et autres organisations des travailleurs et agents publics. Ce faisant, il entend se démarquer de ses prédécesseurs qui auront, pourrait-on dire, manqué le coche dans cette ambition de ramener une certaine accalmie sur le front social.